



OBSERVATOIRE
DE L'ENSEIGNEMENT
DE L'HISTOIRE EN EUROPE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

UN FUTUR SANS
ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE?
UN FUTUR SANS
ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE?
UN FUTUR SANS
ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE?



1-2 DÉCEMBRE 2022
STRASBOURG

COMPTE - RENDU



@CoE_Education



@OHTECO

#L'HistoireAuCœur

Compte-rendu de conférence

Alors que les événements tragiques que l'on croyait appartenir au passé, la pandémie ou la guerre, sont à nouveau au cœur des préoccupations européennes, l'histoire redevient un enjeu de premier plan. Plus que jamais, son enseignement doit se penser au service de la paix et de la démocratie en Europe. L'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe (OHTE), créé en 2020 par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, a pour mission de fournir une image claire de l'état de l'enseignement de l'histoire en Europe via la création de rapports thématiques et réguliers. Il a tenu du 1er au 2 décembre 2022 sa deuxième conférence annuelle « Un futur sans enseignement de l'histoire ? ».

Avec l'#Histoireaucoeur, les invités issus notamment des 16 pays membres et des 2 pays observateurs ont fait part de leur vision de l'enseignement de l'histoire et de son impact sur le futur, renforçant la ligne de pensée selon laquelle un futur sans enseignement de l'histoire n'est ni possible, ni souhaitable. Lors de la conférence, ont été dressés les premiers résultats et perspectives sur le sujet. Le premier rapport thématique de l'OHTE « Les pandémies et catastrophes naturelles telles que reflétées dans l'enseignement de l'histoire » apporte les premières réponses aux besoins d'adaptation de l'enseignement de l'histoire aux défis actuels. L'OHTE est un outil ambitieux au service de l'action du Conseil de l'Europe, aux yeux de l'ensemble des participants, qui ont réaffirmé durant la rencontre le but essentiel de l'enseignement de l'histoire : ancrer la démocratie. À ce titre, l'histoire doit rester une science aux multiples perspectives. Les ministres des pays participants ont exprimé leurs orientations futures pour l'Observatoire et leur fierté d'être parmi les pionniers, encourageant d'autres États membres à rejoindre cette initiative.

Avec l'#Histoireaucoeur, les invités issus notamment des 16 pays membres et des 2 pays observateurs ont fait part de leur vision de l'enseignement de l'histoire et de son impact sur le futur, renforçant la ligne de pensée selon laquelle un futur sans enseignement de l'histoire n'est ni possible, ni souhaitable.

L'enseignement de l'histoire au service de la paix. Depuis plus de 70 ans, le Conseil de l'Europe travaille sur la question de l'histoire et de la mémoire à travers l'éducation. Monsieur Joao Marques da Costa, Ministre de l'Éducation du Portugal, a présenté la nécessité de l'enseignement de l'histoire pour former les citoyens d'un monde de paix : « l'élaboration des programmes doit former les citoyens d'aujourd'hui et de demain » et « les heures consacrées à l'enseignement de l'histoire à l'école ou à l'université permettent de former des personnes averties ». Ces heures permettent de développer leur esprit critique au service de l'acquisition d'une « conscience historique qui devient culture démocratique », selon Madame Tamar Taliashvili, Représentante Permanente de la Géorgie auprès du Conseil de l'Europe. Observer et analyser la qualité de l'éducation de l'histoire permet d'envisager l'amélioration de la culture démocratique des sociétés, et de « renforcer les bases de la citoyenneté », a démontré Madame Evis Kushi, Ministre de l'Éducation, des Sports et de la Jeunesse d'Albanie. L'extension de l'Observatoire à une vaste communauté d'États membres est le gage du partage de bonnes pratiques à l'échelle européenne, a rappelé Monsieur Alain Lamassoure, Président du Comité de Direction de l'Observatoire.

L'Observatoire, espace de veille et de dialogue essentiel. Son importance se mesure à l'aune de l'ère du numérique, de la résurgence des pandémies et de la guerre en Europe. La lutte contre la désinformation et la manipulation de l'histoire apparaît essentielle pour renouveler nos moyens de garantir une « histoire véhiculée pour la paix » selon les termes de Monsieur Firmin Edouard Matoko, Sous-directeur général de l'UNESCO. Ainsi, anticiper les crises pour mieux les prévenir grâce à l'apprentissage est primordial. Pour

Madame Mary Kaldor, Professeure de gouvernance mondiale à la London School of Economics, nous assistons à un tournant historique qui nécessite de repenser le paradigme de l'enseignement de l'histoire en Europe. En ce sens, les débats suscités ont permis de tirer les conclusions suivantes : la coopération en matière d'enseignement de l'histoire que l'Observatoire promeut est essentielle tout comme le dépassement du cadre d'analyse national ou transnational au profit d'une démarche scientifique et historique qui rapproche les peuples. Teaching history, grounding democracy.

Enseigner l'histoire, ancrer la démocratie. L'enseignement de l'histoire, pierre angulaire de la démocratie, est un élément majeur de résilience pour l'Europe. « Ignorer notre passé nous en rend prisonniers » a déclaré Evis Kushi. Enseigner l'histoire permet de mieux comprendre notre présent, déterminer nos vulnérabilités, et nous bâtir un meilleur avenir. L'histoire est un vecteur identitaire puissant, qui répond au besoin d'appartenance, de fierté et de but : « sans l'histoire nous ne savons pas qui nous sommes », a établi Alan McCully, formateur d'enseignants et chercheur en éducation à l'Université d'Ulster et membre du Conseil scientifique consultatif de l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe. Un bon enseignement de l'histoire doit intégrer la pluralité des récits, dans une approche multiperspective. Il veille ainsi à diffuser un « récit national qui ne soit pas nationaliste », a rappelé Alain Lamassoure, et agit comme « le meilleur remède contre le populisme », a précisé Joao Marques da Costa. Pour mener à bien sa mission de paix, l'histoire enseignée doit être « une histoire de coopération et non de conflits », a spécifié Monsieur Mikhailo Minakov, conseiller en chef au Kennan Institute et Woodrow Wilson International Center for Scholars.

L'histoire est un vecteur identitaire puissant, qui répond au besoin d'appartenance, de fierté et de but : « sans l'histoire nous ne savons pas qui nous sommes », a établi Alan McCully, formateur d'enseignants et chercheur en éducation à l'Université d'Ulster et membre du Conseil scientifique consultatif de l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire

Un premier rapport salué par l'ensemble des participants. Annoncé lors de sa première conférence annuelle, le rapport thématique de l'Observatoire, concernant l'enseignement des pandémies et des catastrophes naturelles en Europe a été présenté aux invités. Monsieur Raul Cârstocea, maître de conférences en histoire européenne à l'Université de Maynooth et Vice-président du Conseil scientifique de l'OHE, a conclu cette présentation par une affirmation : « enseigner une histoire qui dépasse l'histoire politique permettra d'évaluer nos vulnérabilités globales pour mieux ancrer la démocratie ». Parmi les conclusions, nous pouvons retenir ces points suivants :

1. Les pandémies et les catastrophes naturelles ont une place marginale dans les programmes d'histoire. Dans le cadre de l'enseignement obligatoire, les pandémies et les catastrophes naturelles sont peu, voire pas du tout, abordées dans les cours d'histoire. Cela reflète l'importance persistante accordée à l'histoire politique et nationale.
2. Les pandémies et les catastrophes naturelles sont davantage enseignées dans d'autres matières, mais avec une dimension historique limitée. Les pandémies et les catastrophes naturelles sont actuellement enseignées principalement en : géographie, éducation civique et morale, éducation à la citoyenneté, sciences et technologie, sciences de la vie et de la terre, biologie, langues et littératures, arts.
3. Beaucoup d'écoles publiques et de professeurs d'histoire ont l'autonomie nécessaire pour être créatifs, innovants et réactifs face aux défis mondiaux actuels et à leur importance pour les élèves.
4. Bien que les programmes nationaux n'accordent que peu d'attention à ces sujets, plus de 75% des enseignants déclarent les enseigner aux niveaux primaires et post-primaires. D'après les résultats

de l'enquête menée auprès des enseignants, au niveau primaire, ils sont plus susceptibles d'enseigner les catastrophes naturelles que les pandémies.

5. Pour les enseignants de tous les Etats de l'OHTE, l'enseignement de la dimension historique des pandémies et des catastrophes naturelles est crucial. Ils aimeraient que ces sujets soient mieux représentés dans les programmes scolaires.
6. Plus de 93% des enseignants pensent que l'enseignement de ces sujets peut permettre aux élèves de mieux comprendre la crise climatique mondiale. Plus de 95% des enseignants pensent que l'enseignement des pandémies et des catastrophes naturelles permet aux enfants d'être des citoyens du monde et ainsi mieux le comprendre. Il favoriserait aussi la réflexion autour de l'avenir de la planète.
7. Lorsqu'on enseigne les pandémies et les catastrophes naturelles des questions importantes telles que la désignation de boucs émissaires et les perspectives multiples sont souvent laissées de côté, bien qu'elles soient considérées comme importantes par les enseignants.

Ce rapport thématique a démontré la capacité de l'Observatoire à remplir son rôle dans un temps limité. Cet exercice inédit a permis de produire des données essentielles permettant de repenser l'enseignement des pandémies et catastrophes naturelles.

Adapter l'enseignement de l'histoire aux défis actuels. Tout au long de la conférence, les invités ont largement partagé leurs préoccupations sur la situation actuelle de l'enseignement de l'histoire en Europe, évoquant les principaux défis auxquels il est confronté. La nécessité d'inclure l'enseignement de l'histoire dans des approches multiperspectives, multidimensionnelles et interdisciplinaires a particulièrement rassemblé l'auditoire et les panélistes de chaque session. Par ailleurs, pour Monsieur Raul Cârstocea, une approche historique « par le bas » est nécessaire. Elle permettrait de réintégrer des versions « oubliées » de l'histoire, selon le terme employé par Madame Mary Kaldor et de dépasser un enseignement fondé exclusivement sur les histoires et récits nationaux comme le préconise Monsieur Alan McCully. Un accent particulier a été mis sur les conditions et moyens d'enseignement dont doivent disposer les professeurs. À ce titre l'usage des nouvelles technologies et de pratiques innovantes dans les établissements scolaires est particulièrement encouragé. C'est d'ailleurs tout l'enjeu et la mission du « Laboratoire transnational pour la coopération et l'enseignement de l'histoire (HISTOLAB) », projet joint de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, présenté aux participants lors de la conférence, par Madame Aurora Ailincăi, Directrice exécutive de l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe.

L'Histoire doit rester une science. Tout au long de la conférence, l'importance majeure de considérer l'histoire comme une science a été mise en exergue. Madame Tamar Taliashvili, a rappelé que « l'histoire doit être fondée sur une éthique historique ». Selon Ann-Laure Liéval, professeure agrégée d'histoire et Vice-présidente du Board d'EuroClio, une telle pratique de l'histoire permet de concilier différentes approches historiques, tant qu'elles sont fondées sur des faits et des sources documentaires fiables confrontées entre elles par des méthodes rigoureuses. Une telle approche historique permet d'éviter la manipulation de l'histoire et son instrumentalisation au service de narratifs extrémistes. À ce sujet, Monsieur Georgiy Kasianov, chef du Laboratoire international d'études de la mémoire de l'Université Marie Curie-Sklodowska de Lublin, a démontré la nécessité de considérer l'histoire comme une science, en prenant pour exemple l'instrumentalisation et la manipulation de l'histoire par la Russie dans la guerre en Ukraine.

Tout au long de la conférence, l'importance majeure de considérer l'histoire comme une science a été mise en exergue. Madame Tamar Taliashvili, a rappelé que « l'histoire doit être fondée sur une éthique historique ».

Quel avenir pour l'Observatoire ? Lors de la session de clôture de la conférence annuelle, Madame Marja Ruotanen, Directrice Générale de la démocratie et de la dignité humaine, Madame Evis Kushi, Monsieur Joao Marques da Costa, ministre de l'Éducation du Portugal, Monsieur Firmin Edouard Matoko, ainsi que Monsieur Pap Ndiaye, Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse de France (par message vidéo) ont tous insisté sur le rôle essentiel du travail de l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe. Ils ont mis en avant la nécessité de l'enseignement de l'histoire pour former des citoyens complets et abattre les murs entre les nations comme entre les disciplines. Soulignant que l'histoire doit permettre d'identifier les erreurs passées afin de ne pas les reproduire, ces invités de marque ont défendu la nécessité de l'enseignement d'une histoire pacifique, empathique et multiperspective. Enfin, encourageant l'Observatoire à poursuivre son travail, primordial dans la poursuite des objectifs de promotion de la démocratie, des droits de l'Homme et de l'État de droit, ils ont appelé les autres États-membres du Conseil de l'Europe à les rejoindre.

Rapport rédigé par M. Simon DERIEUX--BILLAUD et Mme Aurore MADELAINE-DUPUICH, étudiants en relations internationales, Sciences Po Strasbourg.